

● Cependant le gouvernement entend maintenir une politique de l'offre.

CONJONCTURE

Renaud Honoré
@r_honore

La glissade continue, et elle ne donne toujours pas de signe de ralentissement. Le gouvernement doit présenter la semaine prochaine un nouveau projet de loi de finances rectificative (PLFR) – le troisième depuis le début de la crise du coronavirus – et le tableau qu'il dresse de la situation des finances publiques françaises paraît toujours plus sombre. « *Le plus dur du point de vue social et du point de vue économique est devant nous* », a prévenu Bruno Le Maire mardi sur RTL, en annonçant que la prévision de récession avait été une nouvelle fois revue à la hausse à -11 %. Il y a un mois et demi, Bercy tablait alors sur un recul du PIB de 8 %, même si déjà à l'époque le Haut Conseil des finances publiques avait jugé ce chiffre optimiste.

La dette serait désormais attendue autour de 120 %.

De fait, tous les indicateurs budgétaires vont virer un peu plus dans le rouge. Selon nos informations, la dette serait ainsi désormais attendue autour de 120 %, quand la prévision précédente était de 115,2 % mi-avril. Tout ceci poussera le déficit bien au-delà du niveau de -9 % attendu mi-avril. « *Rien qu'avec l'aggravation de la récession de -8 % à -11 %, cela amène automatiquement le solde budgétaire à environ -10,5 %. Avec toutes les mesures nouvelles de soutien à l'économie qui ont été annoncées ces dernières semaines, on sera sans doute au-delà* », estime François Ecalle, fondateur du site Fipeco (site d'informations sur les finances publiques) et

ancien magistrat de la Cour des comptes. Le déficit de l'Etat atteindra à lui seul 220 milliards d'euros, a révélé Gérard Darmanin lors d'une audition mardi à l'Assemblée nationale, au lieu de 183,5 milliards prévus dans le collectif précédent, soit, une nouvelle dégradation de 36,5 milliards. Quant à la Sécurité sociale, son déficit bondira à 52,2 milliards au lieu des 41 milliards prévus fin avril.

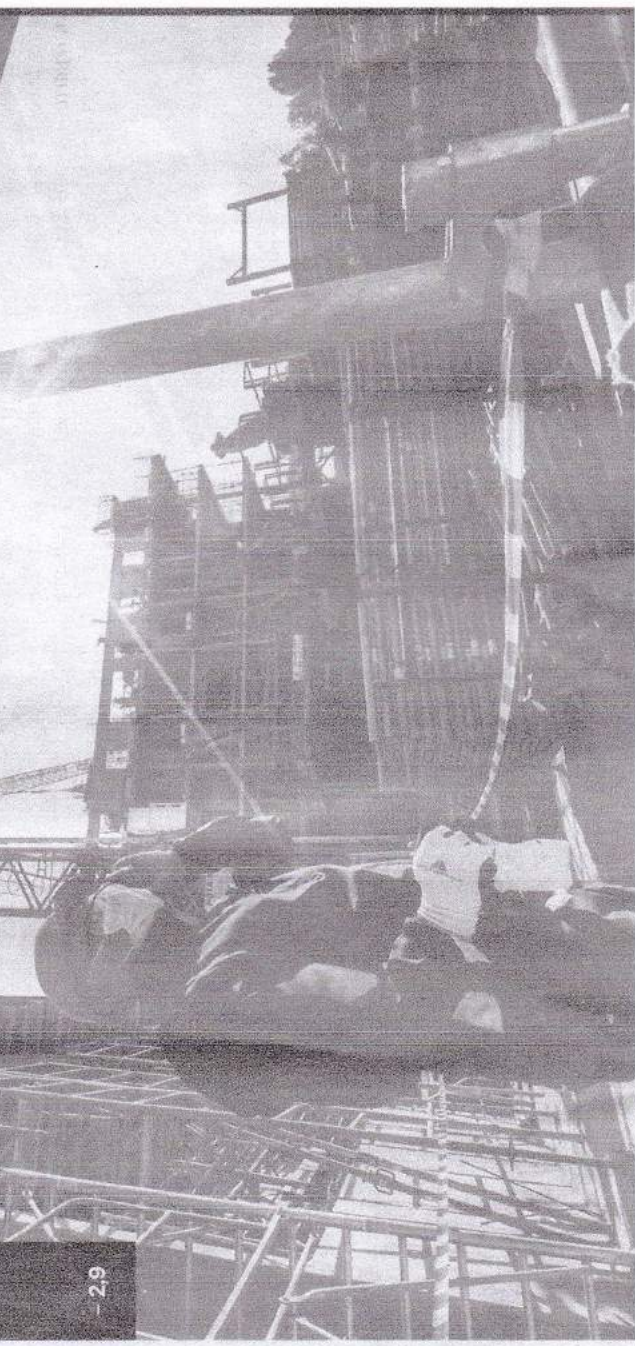
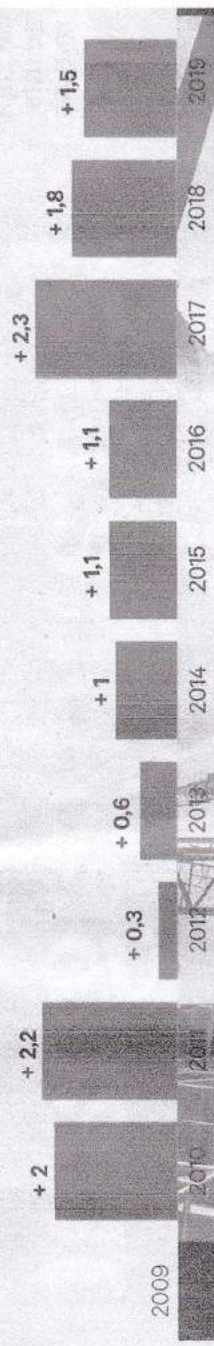
Mesures coûteuses

Ce nouveau collectif budgétaire doit aussi servir à rendre tangibles les mesures très coûteuses décidées par le gouvernement tout au long du mois de mai. Il y a d'abord eu les plans sectoriels pour le tourisme ou le secteur automobile, avant celui pour l'industrie aéronautique la semaine prochaine et celui en faveur des start-up du secteur high-tech. Seront également au menu de ce PLFR la suite des reports de charges pour certaines entreprises et les annulations de charges promises aux petits commerces. Il s'agira également de tenir compte du plan massif (4,5 milliards d'euros) en faveur des collectivités locales.

Avant même ces nouvelles dépenses, la crise commence à faire sentir ses premiers effets concrets sur les comptes de l'Etat. Bercy a ainsi annoncé mardi que le déficit de l'Etat s'était établi fin avril à -92,1 milliards d'euros, contre -67,2 milliards à la même époque de 2019. Les dépenses d'intervention de l'Etat ont augmenté de 11 milliards (+34 %). Surtout l'arrêt quasi complet de l'économie a entraîné un recul de 7 milliards des rentrées de TVA (-16 % à périmètre constant). « *C'est un choc d'une brutalité inédite* », commente François Ecalle. Si ces perspectives sont sombres, le gouvernement n'entend pas pour autant revoir son cap économique.

Un ralentissement historique de la croissance économique

Croissance du PIB, en %



LES ÉCHOS / SOURCES : INSEE, GOUVERNEMENT / PHOTO

Réinvention n'est pas tournant économique

Poursuivre la politique de l'offre et la modernité du tissu productif est la condition sine qua non d'un rebond rapide, espérer un rebond rapide, défend le gouverneur

signifient les ministres d'Emmanuel Macron
« Si on loupe le coche »



LE FAIT DU JOUR POLITIQUE
Cécile

A Bercy, on estime que la situation de l'économie française fin 2019 (une croissance revue en hausse à +1,5 %, un record d'investissements étrangers) pousse à approfondir la politique menée depuis 2017. Bruno Le Maire devrait donc continuer à pousser pour une baisse des impôts de production dans le cadre du plan de relance. Il n'évoque plus en revanche, à ce stade, un volet important de soutien à la demande, sans doute rassuré par le redémarrage progressif de la consommation. ■

« *La politique du gouvernement tient en trois mots : c'est une politique de l'offre* », a lancé Bruno Le Maire, mardi, à l'Assemblée nationale. Plus tôt dans la journée, sur RTL, il avait promis « *un plan de relance pour moderniser notre outil productif* ». De fait, en coulisses, aussi bien le ministre de l'Économie qu'Emmanuel Macron se montraient plus préoccupés ces dernières semaines par un décrochage de compétitivité vis-à-vis du reste de la zone euro que par le niveau de la dette française.

« *La dette serait désormais attendue autour de 120 %* ».